

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagnworte	Gewerkschaften
Akteure	Travail.Suisse
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Bernet, Samuel
Hirter, Hans
Künzler, Johanna
Porcellana, Diane
Scherrer, Debora

Bevorzugte Zitierweise

Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bernet, Samuel; Hirter, Hans; Künzler, Johanna; Porcellana, Diane; Scherrer, Debora 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Gewerkschaften, Travail.Suisse, 2003 – 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Verkehr und Kommunikation	1
Post und Telekommunikation	1
Sozialpolitik	2
Bevölkerung und Arbeit	2
Arbeitszeit	2
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	2
Verbände	2
Arbeitnehmer, Gewerkschaften	2

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
WAK-SR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
VPOD	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
GBI	Gewerkschaft Bau und Industrie
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
CNG	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund (Vorgänger von Travail.suisse)
SKO	Schweizer Kader Organisation
kfmv	kaufmännischer Verband
ZGP	Zürcher Gesellschaft für Personal-Management
SMUV	Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (urspr. Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiterverband)
VSA	Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
CER-CE	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
USS	Union syndicale suisse
SSP	syndicats des Services publics
SIB	Syndicat industrie et bâtiment
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
CSC	Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (Prédécesseur de Travail.suisse)
ASC	Association suisse des cadres
secsuisse	Société des employés de commerce
ZGP	Zürcher Gesellschaft für Personal-Management (Société zurichoise de gestion du personnel)
FTMH	Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (initialement Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)
ES	Fédération des sociétés suisses d'employés

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Post und Telekommunikation

ANDERES
DATUM: 23.05.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Cinquante jours après avoir retiré son projet de réorganisation des centres de tri **REMA** –Reengineering Mailprocessing, La Poste a présenté **quatre nouvelles variantes**. Allant de 3 à 8 sites principaux de tri pour 3 à 6 sites secondaires, les propositions imposaient des coupes moins dures dans les effectifs que le projet initial: de 2'333 à 3'325 emplois supprimés. Les économies escomptées – entre CHF 138 et 175 millions – étaient revues à la baisse. Prélude à l'annonce de la variante retenue, La Poste et les syndicats de la Communication et Transfair ont réussi à s'entendre sur un plan social.¹

ANDERES
DATUM: 24.05.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Après avoir trouvé un accord avec les syndicats (Syndicat de la communication et Transfair) pour négocier une convention collective, le conseil d'administration de **La Poste a pris la décision de transformer sa division ExpressPost** (division des colis et des lettres express) **en société anonyme**. Le transfert du personnel (370 emplois) dans la nouvelle structure est prévu pour le 1er janvier 2005. En collaboration avec l'UBS, La Poste s'est attaquée au marché hypothécaire. Trois produits ont été proposés aux particuliers.²

ANDERES
DATUM: 26.11.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Comme l'avait annoncé son directeur Ulrich Gygi en début d'année, La Poste a rendu public plusieurs projets de réorganisation interne. L'entreprise postale a tout d'abord proposé d'externaliser 270 places de travail sur 800 dans le transport des envois postaux (projet RePot). Ensuite, La Poste a transformé son unité de cars en une société anonyme CarPostal Suisse. L'intégralité du capital est demeuré en main de La Poste. Les 1'300 employés concernés devaient être sortis de la CCT de La Poste, car l'entreprise avait l'intention de flexibiliser les salaires et de négocier des CCT dans les différentes régions. Quelques jours plus tard, La Poste a annoncé sa volonté de transformer également SecurePost (services de transports sécurisés) et Mobility Solutions (gestion des véhicules postaux) en sociétés anonymes dont elle restera propriétaire. Considérant ces externalisations comme une violation de la CCT et une **dissolution de la paix du travail**, les syndicats ont réagi. Le syndicat Transfair a saisi la commission paritaire de conciliation afin de contester le contournement de la CCT. Le chef du DETEC, Moritz Leuenberger, a tenté en vain lors d'une réunion de réconcilier les syndicats et La Poste. Mettant en œuvre ses menaces, le Syndicat de la communication a, à nouveau, misé sur des actions symboliques. Elles se sont concrétisées par le blocage du travail de nuit de quatre bases de distribution. Le Syndicat ne contestait pas la création de SA à La Poste, mais celles-ci devaient appliquer selon lui la CCT de La Poste.³

ANDERES
DATUM: 23.05.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Après négociations, La Poste, le syndicat de la communication et le syndicat Transfair ont trouvé un accord sur les conditions d'engagement du personnel en cas d'externalisation d'unités de La Poste. Il se traduit par une **nouvelle convention collective du travail (CCT)**, qui s'est largement inspirée de la CCT négociée pour La Poste. Les principales dispositions sur les salaires, ainsi que sur les réglementations du temps de travail, ne présentent pas de différences essentielles. La nouvelle CCT permet également de fixer des règles particulières dans des conventions d'affiliation propres à chaque société du groupe.⁴

ANDERES
DATUM: 23.11.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Suite au blocage des négociations salariales, le Syndicat de la communication et Transfair ont appelé le personnel postal à descendre début novembre dans la rue, afin de **manifeste pour une hausse de salaire** de CHF 175 par mois. 3'000 employés de La Poste ont répondu à cet appel en défilant à Berne. La négociation entre La Poste et les syndicats a finalement abouti.⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.12.2006
MAGDALENA BERNATH

Als Reaktion auf die Ankündigung Gygis forderten die Poststellenleiter **Arbeitsplatz- und Lohngarantien** und drohten mit einem Streik kurz vor Weihnachten. In Neuenburg, Luzern und Lugano kam es zu Demonstrationen. Mitte Dezember einigten sich Post und Gewerkschaften auf die Grundsätze beim Umbau des Poststellennetzes: Die Post verzichtet auf Kündigungen und gewährt eine Lohngarantie. Die Leiter zurückgestufter Poststellen erhalten bis spätestens 2011 die heutigen Nominallöhne; ihren über 55-jährigen Kollegen wird das, zusammen mit einer Beschäftigungsgarantie, bis zum Pensionsalter zugesichert. Bereits im November verständigten sich die Post und die Gewerkschaften Kommunikation und Transfair auf Lohnerhöhungen. Angestellte mit tieferen Löhnen erhalten 2007 2% mehr, jene mit höheren Gehältern 1,8% mehr Lohn. Weitere 0,4% der Lohnsumme werden für leistungsbezogene Massnahmen eingesetzt.⁶

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Arbeitszeit

Suite à l'acceptation des initiatives parlementaires (16.414) et (16.423) en février 2017, la CER-CE est chargée d'adapter la loi sur le travail (LTr) pour introduire de la flexibilité dans le temps de travail. L'USS et Travail.Suisse ont, dès lors, brandi la menace d'un référendum par crainte pour la santé des travailleurs.

En avril, des organisations de travailleurs (secsuisse, Employés Suisse, l'ASC, ZGP) et des associations de branches (secteurs informatiques, de fiduciaires, de révisions et de consultations, d'information et de relations publiques) ont fait une proposition de **flexibilisation du temps de travail** pouvant toucher environ 20% des employées et employés de l'économie privée. Celle-ci est notamment supportée par l'aile réformatrice du Parti socialiste, avec pour défenseur le parlementaire Daniel Jositsch (ps, ZH). Le modèle proposé prévoit une hausse temporaire maximale de la durée du travail à 60 heures par semaine et à 15 heures par jour, sans possibilité de comptabiliser en sus des heures supplémentaires. La hausse doit être compensée sur l'ensemble d'un mois – 11 heures de repos quotidien au minimum en moyenne sur 4 semaines – ou d'une année. La durée annuelle maximale du travail resterait de 52 fois 45 heures. L'Union syndicale suisse s'y oppose clairement.⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.08.2017
DIANE PORCELLANA

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Verbände

Arbeitnehmer, Gewerkschaften

Am 14. Dezember schlossen sich der **Christlichnationale Gewerkschaftsbund** (CNG) und die **Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände** (VSA) zum neuen gewerkschaftlichen Dachverband **Travail.Suisse** zusammen. Zum neuen Präsidenten der rund 150 000 Mitglieder aufweisenden Organisation wurde einstimmig der bisherige CNG-Präsident und Nationalrat Hugo Fasel (FR) von der unabhängigen Christlichsozialen Partei gewählt.

An ihren ausserordentlichen Kongressen am 7. September fällten die Delegierten der beiden grössten Einzelgewerkschaften des SGB, des **SMUV** und der **GBI**, einen Grundsatzentscheid für eine Fusion, an welcher auch die Dienstleistungsgewerkschaft Unia beteiligt sein soll. Die Vereinigung soll im Jahr 2004 stattfinden und vier Jahre später abgeschlossen sein. Opposition gegen die Fusion der von ihrer Tradition und Mentalität her verschiedenen Organisationen gab es nur wenig; die Skepsis gegen einen Zusammenschluss, welche noch im Jahr 2000 in beiden Verbänden bestanden hatte, war weitgehend verschwunden. Im SMUV fiel der Entscheid mit 159:9 Stimmen bei 17 Enthaltungen, bei der GBI mit 184:11 bei 8 Enthaltungen. Die Verbandsleitungen beschlossen später, dass die neue Gewerkschaft den Namen der 1996 von ihnen gemeinsam gegründeten Dienstleistungsgewerkschaft **Unia** übernehmen soll.⁸

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 05.09.2003
HANS HIRTER

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 04.12.2006
HANS HIRTER

Der Co-Präsident der **Unia**, Vasco Pedrina trat auf Ende Jahr von seinem Amt zurück. Unmittelbar nach der Publikation seines Rücktritts gab die Geschäftsleitung bekannt, dass er durch den ebenfalls aus der ehemaligen Bauarbeitergewerkschaft GBI stammenden Andreas Rieger ersetzt werden soll. Damit wurde die bei der Fusion des SMUV und der GBI eingerichtete Doppelleitung der Unia weiter geführt. Wie Pedrina war auch Rieger in jungen Jahren bei der trotzkistischen RML/SAP aktiv, er trat aber später in die SP ein. Auch die **Syna**, die grösste Einzelgewerkschaft von Travail.Suisse, wählte mit Kurt Regotz einen neuen Präsidenten.⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2006
HANS HIRTER

Der **SGB** konnte seinen **Mitgliederbestand** im Jahre 2006 nicht halten. Er reduzierte sich um 1,3% auf knapp 380 000. Praktisch alle Verbände erlitten Verluste. Der Frauenanteil verbesserte sich weiter und erreichte zu Jahresende 24,7%; er hat sich damit in den letzten zwanzig Jahren verdoppelt. Der andere grosse Gewerkschaftsdachverband, die aus dem Christlichnationalen Gewerkschaftsbund hervorgegangene **Travail.Suisse**, zählte Ende 2006 gut 162 000 Mitglieder, was gegenüber dem Vorjahr eine kleine Steigerung darstellte. Die nicht diesen beiden Gewerkschaften angeschlossenen Arbeitnehmerorganisationen zählten rund 225 000 Mitglieder, darunter als grösste der Kaufmännische Verband und der Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer mit je über 50 000 Mitgliedern. Der gewerkschaftliche Organisationsgrad betrug damit in der Schweiz rund 24%.¹⁰

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 17.12.2007
HANS HIRTER

Der Gewerkschaftsdachverband **Travailsuisse** beschloss im Dezember die Lancierung einer **Volksinitiative** für eine Minimaldauer der **Ferien** von sechs Wochen.¹¹

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 25.04.2008
HANS HIRTER

Der **Mitgliederbestand** des **SGB** war auch im Berichtsjahr leicht rückläufig. Er nahm um 1,5% auf 368 426 ab. In einigen Bereichen ist der Rückgang vor allem auf das Ausscheiden und Ableben von Pensionierten zurückzuführen. In anderen auf strukturelle Veränderungen des Arbeitsmarktes. Recht hoch sind aber auch die Fluktuationen. So gab es 2008 bei der grössten Einzelgewerkschaft Unia (196 000 Mitglieder) je rund 20 000 Eintritte und Austritte von Erwerbstätigen. Absolut zugenommen und zwar um 1300 auf über 95 000 hat im Berichtsjahr die Zahl der beim SGB organisierten Frauen. Sie steigerten damit ihren Anteil auf 25,8%. Der Dachverband **Travailsuisse** zählte zu Jahresbeginn knapp 170 000 Mitglieder.¹²

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 26.04.2008
HANS HIRTER

Beim zweiten grossen Gewerkschaftsdachverband, **Travailsuisse**, trat der langjährige Präsident Hugo Fasel zurück. Der Freiburger gab zugleich auch sein für die CSP gehaltenes Nationalratsmandat ab. Zu seinem Nachfolger wählte die Delegiertenversammlung auf Vorschlag des Vorstands den 40-jährigen Martin Flügel.¹³

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 03.11.2009
HANS HIRTER

In ein Dilemma gerieten sowohl der SGB als auch Travail Suisse bei der Abstimmung über die **Volksinitiative für ein Verbot des Exports von Kriegsmaterial**. An sich war ihnen die von der politischen Linken unterstützte Initiative der GSoA nicht unsympathisch. Sie mussten aber auch die Ängste vor einem Stellenabbau in den direkt betroffenen Betrieben und ihren Zulieferern berücksichtigen. Beide Dachverbände entschieden sich daher für eine Freigabe der Stimme. Von den Unterverbänden des SGB empfahl die Unia, bei der auch die Angestellten der Maschinenindustrie organisiert sind, ein Ja und der VPOD, dem Arbeiter der staatlichen Rüstungsbetriebe angehören, ein Nein.¹⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.10.2011
DEBORA SCHERRER

Die **Euro-Untergrenze und die Lohnrunde 2012** beschäftigten im Berichtsjahr die Gewerkschaften. Der Verband Angestellte Schweiz, die grösste Arbeitnehmerorganisation in den MEM-Branchen (Maschinen, Elektronik, Metall) und Chemie und Pharmaka, forderte 1,5% bis 2% mehr Lohn, wobei er sich auf ein prognostiziertes Wachstum in diesen Branchen von 2,2% berief. Swissmem kommunizierte keine Lohnforderungen. Travailsuisse forderte für alle Arbeitnehmer eine Lohnsteigerung von 1% bis 3%. Transfair, der Personalverband des Service public, forderte 1,5% bis 2,5% und der Gastgewerbe-Verband Hotel und Gastro Union hatte bereits im August 4% bis 7% Lohnerhöhungen ausgehandelt. Ausserdem forderten die

Gewerkschaften im Herbst eine Euro-Untergrenze von 1.40 Fr. Die Festlegung einer Wechselkursuntergrenze von 1.20 Fr. sei ungenügend.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 26.10.2011
DEBORA SCHERRER

Travailsuisse machte in einer Studie darauf aufmerksam, dass ein Arbeitskräftenotstand bestehe. Bis 2030 könnten bis zu 400 000 Stellen, vor allem in den Bereichen Pflege, Schule und Polizei nicht besetzt werden. Der Verband forderte zudem eine Öffnung für Arbeitskräfte aus Nicht-EU-Ländern, aufgrund des bisher nicht anerkannten Mangels an weniger gut qualifizierten Arbeitskräften für die Pflege und Haushaltshilfe.¹⁶

VERBANDSCHRONIK

DATUM: 27.07.2012
JOHANNA KÜNZLER

Der Verband **Angestellte Schweiz** trat im Sommer aus dem Gewerkschaftsdachverband Travail.Suisse aus. Als Begründung wurden Differenzen bezüglich der innerorganisatorischen Kultur und Unterschiede im öffentlichen Auftreten angegeben: Angestellte Schweiz wollte sich vom traditionellen Gewerkschaftsimage lösen und betonte, dass eine Organisation, welche sich in der Sozialpartnerschaft für die Arbeitnehmerseite einsetze, nicht zwingend politisch links stehen und mit der Sozialdemokratischen Partei verbunden sein müsse. Der Angestelltenverband ist hauptsächlich in der Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie (MEM-Industrie) sowie der Chemie- und Pharmabranche verankert. Er organisiert weder Streiks noch fordert er nationale Mindestlöhne, sondern ist stattdessen auf die Rechtsberatung seiner Mitglieder und auf das Coaching von Betriebskommissionen spezialisiert. Travail.Suisse, welche nach dem SGB die grösste Dachgewerkschaft der Schweiz ist, verlor durch den Austritt auf einen Schlag 22 000 ihrer 170 000 Mitglieder.¹⁷

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2013
JOHANNA KÜNZLER

Die vom Bundesamt für Statistik jährlich publizierten **Mitgliederzahlen der Schweizer Gewerkschaften** zeigten, dass auch 2012 der **Rückgang organisierter Arbeitnehmender** nicht gestoppt werden konnte: Insgesamt waren 738 388 Personen Teil einer Gewerkschaft, rund 1% weniger als noch im Jahr zuvor. Bei einer nationalen Beschäftigungsquote von 4 146 600 im letzten Quartal 2012 ergibt sich daraus ein Brutto-Organisationsgrad von rund 18%. Es gilt allerdings zu beachten, dass in den Mitglieder-Angaben der Gewerkschaften jeweils auch Personen im Ruhestand angegeben werden: Der tatsächliche Organisationsgrad dürfte also etwas tiefer liegen. Grösste Dachgewerkschaft blieb der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB), welcher fast die Hälfte aller Gewerkschaftsmitglieder unter sich vereinigte: Dem SGB gehören Organisationen wie die Unia, der Schweizerische Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD) oder die Gewerkschaft des Verkehrspersonals (SEV) an. Die zweite Dachorganisation der schweizerischen Arbeitnehmenden, Travail.Suisse, vertrat 2012 22,3% der organisierten Beschäftigten.¹⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.01.2014
JOHANNA KÜNZLER

Laut dem Bundesamt für Statistik stiegen 2013 die **Mitgliederzahlen bei Schweizerischen Gewerkschaften** wieder deutlich an. Die Baisse von 2012 konnte demnach überwunden werden: Mit insgesamt 746'126 gewerkschaftlich organisierten Arbeitnehmenden konnte der Wert des vorletzten Jahres wieder erreicht werden. Zu verdanken war dieser Anstieg grösstenteils der Unia: Sie legte 2013 um beinahe 3'500 Mitglieder zu.¹⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.05.2014
JOHANNA KÜNZLER

Im Vorfeld der Abstimmung zur Mindestlohninitiative Mitte Mai 2014 reflektierten diverse Medien die **Entwicklung der Gewerkschaften in den letzten Jahrzehnten**. Auch ihre generelle Stellung in der heutigen Gesellschaft wurde thematisiert. Die Gewerkschaften hätten in der Schweiz schon immer eher Schwierigkeiten damit gehabt, sich zu behaupten, bemerkte der Präsident von Travail.Suisse gegenüber dem Tages-Anzeiger. Dies sei auf eine fehlende Grossindustrie und die von KMU geprägte Wirtschaftsstruktur zurückzuführen. Der stetig wachsende Dienstleistungssektor habe sein Übriges dazugetan. Der Zürcher Wirtschaftshistoriker Tobias Straumann deutete zudem darauf hin, dass sich die schweizerische Arbeitnehmerschaft, etwa im Gegensatz zu jener der skandinavischen Länder, schon immer durch eine konfessionelle Spaltung ausgezeichnet habe. Dies erschwere eine geeinte Zusammenarbeit noch zusätzlich. Obwohl sich die traditionellen Gewerkschaften seit Jahren tendenziell im Sinkflug befinden, bedeute dies laut dem Basler Historiker Bernard Degen nicht generell das Ende der Arbeitnehmervertretung. Berufsverbände wie etwa jene der Lehrerinnen und Lehrer, des Pflegepersonals oder der Bankangestellten würden immer stärker und

übernehmen teilweise die Rolle der allgemeineren Gewerkschaften. Die Tatsache, dass die Anzahl der Gesamtarbeitsverträge (GAV) in der Schweiz seit 2001 um 8% gestiegen ist, wurde ausserdem in einer Studie der Universität Lausanne grösstenteils als Reaktion auf die Personenfreizügigkeit mit der EU gedeutet. Aus Angst vor ausländischer Konkurrenz seien die Patrons und ihre Belegschaft wieder enger zusammengerückt.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.01.2015
SAMUEL BERNET

Im Jahr 2014 waren insgesamt 741'311 Personen gewerkschaftlich organisiert. Nachdem im Jahr 2013 der **Rückgang der Zahl der gewerkschaftlich organisierten Personen** vorerst gestoppt worden war, hat sich die Mitgliederzahl im Jahr 2014 wieder um ein halbes Prozent verringert.²¹

VERBANDSCHRONIK

DATUM: 12.09.2015
SAMUEL BERNET

Nach achtjähriger Führung trat Martin Flügel als Präsident des zweitgrössten Gewerkschaftsdachverbands **Travail.Suisse** zurück. Als **neuer Präsident** wurde der 35-jährige **Adrian Wüthrich** gewählt, der für die SP im Berner Kantonsparlament politisiert, auf nationaler Ebene aber ein unbeschriebenes Blatt ist. Man wolle weiterhin versuchen, aktiv neue Themen zu setzen, statt sich ständig von der grössten Dachgewerkschaft, dem SGB, abzugrenzen, sagten sowohl der neue als auch der scheidende Präsident zur Strategie von Travail.Suisse.²²

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.01.2016
SAMUEL BERNET

Im vergangenen Jahr hat die Mitgliederzahl der Schweizer Gewerkschaften weiter abgenommen. 2015 waren 737'850 Personen Mitglied einer Gewerkschaft. Die grösste Schweizer Gewerkschaft **Unia** bildet eine Ausnahme von diesem Trend: Erstmals seit 2006 konnte sie wieder **über 200'000 Mitglieder** verzeichnen.²³

1) Presse du 14.5.03; LT, 23.5.03 (délégués); Presse du 23.1.03.

2) 24h, 24.5.03.

3) Presse du 9.10 (réorganisation du transport des envois postaux), 27.10 (CarPostal), 17.11 (Syndicat de la communication), 24.11 (Leuenberger), 25.11 et 26.11.04 (actions); LT, 5.11 (SecurePost et Mobility Solutions) et 11.11.04 (Transfair).

4) LT, 23.5.05.

5) LT, 28.10, 4.11, 21.11 (accord) et 23.11.05; presse du 14.11.05 (manifestation).

6) Presse vom 6.11., 27.-28.11. und 16.12.06; Presse vom 18.11.06.

7) NZZ, 20.8.16; SGT, 25.1.17; NZZ, 29.4., 3.5.17; LT, NZZ, 29.8.17; LMD, 30.8.17; TA, 2.9., 4.9.17; TG, 2.10.17

8) NZZ, 7.5., 29.6., 14.12. und 16.12.02; BaZ, 16.12.02.; NZZ, 9.9. und 29.11.02. Vgl. dazu auch Presse vom 30.8.02 und WoZ, 5.9.02. Zu den Vorbereitungen der Fusion siehe SPJ 2000, S. 363. Zur Unia siehe SPJ 1996, S. 371 f.

9) Unia: TA, 25.8.06; NZZ, 4.12.06. Zu Rieger siehe auch die Interviews in Bund, 14.9.06 und TA, 4.12.06; zu Pedrina siehe TA, 27.12.06. Syna: Bund, 10.10.06; AZ, 28.10.06; NZZ, 30.10.06.

10) Ackermann, Ewald / Moser-Brossy, Dominique (Bern 2007): Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2006 (SGB-Dossier Nr. 50).

11) TA, 19.11.07; NLZ, 17.12.07.

12) SGB-newsletter, 5/2009; Travail.suisse, Medienmitteilung vom 25.4.08.

13) LT, 3.4. und 26.4.08.

14) BaZ, 3.11.09.

15) NZZ, 23.7.11; BZ, 4.8. und 6.9.11; SZ, 2.10.11

16) BZ, 25.5 und 26.10.11.

17) NZZ, 18.7. und 27.7.12.

18) www.bfs.admin.ch

19) www.bfs.admin.ch

20) TA, 28.4.14; BZ, 1.5.14

21) www.bfs.admin.ch

22) NZZ, 10.9.15; Bund, 11.9.15

23) www.bfs.admin.ch